

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt een artikel 13*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13*bis*. De in de artikelen 11 tot 13 bedoelde financiële tegemoetkoming kan verschillen naar gelang van de werkloosheidsduur van de tewerkgestelde werklozen. De Regering bepaalt het bedrag van die tegemoetkoming, alsook de werkloosheidsduur die er recht op geeft. Haar met redenen omklede beslissing moet uitsluitend rekening houden met de moeilijkheid om de betrokken werklozen te plaatsen. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad. — 492 (1998-1999) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering.

Bespreking. Stemming.



F. 99 — 1187

[C - 99/27314]

1^{er} AVRIL 1999. — Décret modifiant le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, modifié par le décret du 19 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Les emplois visés par le présent décret ne peuvent être occupés que par les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine et les personnes assimilées suivantes :

1° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les chômeurs à temps partiel visés à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les travailleurs occupés en entreprise de travail adapté et les travailleurs occupés dans ces mêmes entreprises conformément à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

5° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

6° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté du 25 novembre 1991 précité;

7° les chômeurs visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

8° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREm, par l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

9° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et les travailleurs occupés dans le cadre des articles 60, § 7 et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'aide sociale;

10° les bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers;

11° les travailleurs occupés dans le troisième circuit de travail;

12° les travailleurs occupés dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

13° les travailleurs occupés comme agent contractuel subventionné;

14° les travailleurs occupés dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

15° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

16° les travailleurs occupés conformément au décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

17° les travailleurs occupés dans le cadre du présent décret.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les catégories de bénéficiaires et les périodes assimilées à des périodes de chômage. »

Art. 2. Sont abrogés :

1. L'article 2*bis* du même décret modifié par le Décret du 19 mai 1994;

2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} septembre 1994 portant exécution de l'article 2*bis* du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand.

Art. 3. L'article 4 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« L'intervention financière visée à l'alinéa 1^{er} peut varier en fonction de la durée de chômage des chômeurs remis au travail. Le Gouvernement détermine le montant de cette intervention ainsi que la durée de chômage y donnant droit. Sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération la difficulté de placement des chômeurs concernés. »

Art. 4. L'article 3 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Les centres publics d'aide sociale peuvent occuper des chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente et les personnes assimilées visés à l'article 2 lorsqu'il sont mis à la disposition des parents visés à l'article 7 »

Art. 5. Dans l'article 6 du même décret, les §§ 1^{er} et 2, sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. On entend par rémunération :

1° la rémunération au moins égale à celle octroyée à un agent des services du Gouvernement pour la même fonction ou une fonction analogue à condition d'être en possession du diplôme, certificat ou brevet requis pour exercer cette fonction ainsi que les allocations et les augmentations barémiques qui y sont liées, à l'exclusion des indemnités de rupture du contrat de travail;

2° les pécules de vacances accordés par ou en exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, ou par des conventions collectives de travail conclues au sein du Conseil national du travail et rendues obligatoires par arrêté royal ou par d'autres conventions collectives de travail rendues obligatoires par arrêté royal, à concurrence des avantages prévus par les conventions collectives de travail conclues au sein du Conseil national du travail;

3° l'intervention dans les frais de transport en commun prévue par ou en vertu de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements ouvriers et employés.

§ 2. On entend par cotisations sociales :

1° les cotisations des employeurs pour l'ensemble des régimes de sécurité sociale visés à l'article 5 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs salariés et, s'il y a lieu, les cotisations des employeurs dues en vertu de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés ou de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande;

2° les primes et cotisations d'assurance contre les accidents du travail visés par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

3° les cotisations de solidarité au Fonds des maladies professionnelles visées par les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970;

4° les cotisations spéciales de sécurité sociale visées par la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales. »

Art. 6. Dans l'article 7 du même décret, les mots « ou qui sont occupés par des » sont remplacés par les mots « ou de ».

Art. 7. L'article 11 du même décret est abrogé.

Art. 8. L'article 12 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Le FOREm paie la rémunération des travailleurs occupés dans le programme « P.R.I.M.E. » à l'exclusion des compléments de rémunération éventuellement accordés par l'employeur. L'employeur adresse au FOREm les états de prestations, dont le FOREm détermine le modèle, au plus tard le 25^e jour du mois pour lequel la rémunération est due. L'employeur adresse au FOREm les états rectificatifs de prestations dans les quinze jours à dater de la fin du mois pour lequel la rémunération est due. A défaut, l'employeur est seul débiteur des rémunérations et des cotisations de sécurité sociale y afférentes.

Chaque trimestre, le FOREm réclame à l'employeur, pour le trimestre précédent, la quote-part prévue aux articles 6 et 17 ou en vertu de l'article 7 du décret.

L'employeur rembourse au FOREm les montants dont il est redevable au cours du mois qui suit la date d'envoi de la demande de remboursement ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—————
Note

(1) *Session 1998-1999*
Documents du Conseil 491 (1998-1999) N°s 1 et 2
Compte rendu intégral, séance publique du.....
Discussion - Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1187

[C - 99/27314]

1. APRIL 1999. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 2 des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor, abgeändert durch das Dekret vom 19. Mai 1994, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - § 1 - Die durch das vorliegende Dekret betroffenen Stellen dürfen nur durch Vollarbeitslose, die Arbeitslosenunterstützung oder Wartezulagen für alle Tage der Woche beziehen, oder durch die nachstehend angeführten gleichgestellten Personen besetzt werden:

1° die in den Artikeln 30, Absatz 3, 7° und 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit angeführten Arbeitslosen;

2° die in Artikel 29 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 angeführten Teilzeitarbeitslosen;

3° die Arbeitslosen, die vorläufig Arbeitslosenunterstützung beziehen;

4° die in einem Unternehmen für angepasste Arbeit beschäftigten Arbeitslosen und die Arbeitslosen, die auf der Grundlage von Artikel 78 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 in diesen Unternehmen beschäftigt werden;

5° die Personen, die auf der Grundlage des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen ein Anrecht auf eine Einkommensersatz- oder Eingliederungsbeihilfe haben;

6° die Arbeitslosen, deren Recht auf Arbeitslosenunterstützung in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit eingestellt wurde;

7° die in den Artikeln 89 oder 90 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 angeführten Arbeitslosen;

8° die entschädigten Vollarbeitslosen, die an einem Berufsbildungsprogramm teilnehmen, das durch das FOREm, das «Institut de Formation et de formation continue pour les Classes moyennes et les P.M.E., IFPME» (Institut für ständige Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen) oder durch die «Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, A.W.I.P.H.» (wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) durchgeführt oder anerkannt wird;

9° die Personen, die das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum festgelegte Existenzminimum beziehen und die Arbeitnehmer, die im Rahmen der Artikel 60, § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über öffentliche Sozialhilfezentren beschäftigt werden;

10° die Personen, die Sozialhilfe beziehen, die aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit kein Anrecht auf das Existenzminimum haben und in das Bevölkerungsregister oder das Fremdenregister eingetragen sind;

11° die im Rahmen des dritten Arbeitswegs beschäftigten Arbeitnehmer;

12° die im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigten Arbeitnehmer;

13° die als bezuschußter Vertragsbediensteter beschäftigten Arbeitnehmer;

14° die im Rahmen des zwischendepartmentalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor beschäftigten Arbeitnehmer;

15° die im Rahmen des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigten Arbeitnehmer;

16° die auf der Grundlage des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigten Arbeitnehmer;

17° die im Rahmen des vorliegenden Dekrets beschäftigten Arbeitnehmer.

Die Lage der in Absatz 1 angeführten Personen wird am Vortag der Ausführung des Vertrags bewertet.

Die Regierung ist berechtigt, die Kategorien von Bezugsberechtigten und die der Arbeitslosigkeit gleichgestellten Zeitspannen auszudehnen oder einzuschränken.»

Art. 2 - Werden aufgehoben:

1. Artikel 2*bis* desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. Mai 1994;

2. der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 1. September 1994 zur Ausführung von Artikel 2*bis* des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor.

Art. 3 - Artikel 4 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die in Absatz 1 angeführte finanzielle Beteiligung kann je nach der Dauer der Arbeitslosigkeit der wiederbeschäftigten Arbeitslosen schwanken. Die Regierung legt den Betrag dieser Beteiligung fest, sowie die Dauer der Arbeitslosigkeit, ab der das Anrecht auf diese Beteiligung gewährt wird. Bei der Begründung ihres Beschlusses hat die Regierung ausschließlich die Vermittlungsschwierigkeiten der betroffenen Arbeitslosen zu berücksichtigen.»

Art. 4 - Artikel 3 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die öffentlichen Sozialhilfezentren sind berechtigt, die entschädigten Vollarbeitslosen, die Arbeitslosenunterstützung oder Wartezulagen beziehen, und die ihnen gleichgestellten Personen, angeführt in Artikel 2, zu beschäftigen, wenn sie den in Artikel 7 angeführten Eltern zur Verfügung gestellt werden.»

Art. 5 - In Artikel 6 desselben Dekrets werden die Paragraphen 1 und 2 jeweils durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 1. Als Entlohnung gilt:

1° die Entlohnung, die wenigstens der entspricht, die einem Bediensteten der Dienststellen der Regierung für die gleiche Funktion oder für eine vergleichbare Funktion gewährt wird, unter der Bedingung, das Diplom, die Bescheinigung oder das Befähigungszeugnis zu besitzen, das zur Ausübung dieser Tätigkeit verlangt wird, sowie die damit verbundenen Zulagen und die in den Gehaltstabellen vorgesehenen Erhöhungen, mit Ausnahme der bei Vertragsbruch gezahlten Entschädigungen;

2° das Urlaubsgeld, das gewährt wird aufgrund oder in Ausführung der am 28. Juni 1971 koordinierten Gesetze über den Jahresurlaub der Arbeitnehmer oder aufgrund kollektiver Arbeitsabkommen, die im Nationalen Arbeitsrat geschlossen und durch Königlichen Erlaß verbindlich gemacht worden sind, oder aufgrund anderer kollektiver Arbeitsabkommen, die durch Königlichen Erlaß verbindlich gemacht worden sind, und zwar bis zu dem Betrag der Leistungen, die in den im Nationalen Arbeitsrat geschlossenen kollektiven Arbeitsabkommen vorgesehen sind.

3° die Beteiligung an den Transportkosten für öffentliche Verkehrsmittel, die aufgrund oder in Ausführung des Gesetzes vom 27. Juli 1962 zur Festlegung einer Beteiligung der Arbeitgeber an dem durch die Ausstellung von Zeitkarten für Arbeiter und Angestellte von der Belgischen Nationalen Eisenbahngesellschaft erlittenen Verlust, vorgesehen ist;

§ 2. Als Sozialbeiträge gelten:

1° die Beiträge der Arbeitgeber für alle Systeme der sozialen Sicherheit, die in Artikel 5 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 bezüglich der sozialen Sicherheit der Arbeitnehmer erwähnt sind, und gegebenenfalls die Beiträge der Arbeitgeber, die aufgrund des Gesetzeserlasses vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergbauarbeiter und der ihnen gleichgestellten Arbeiter oder des Gesetzeserlasses vom 7. Februar 1945 über die soziale Sicherheit der Seeleute der Handelsmarine zu entrichten sind;

2° die Prämien und Beiträge für die Versicherung gegen Arbeitsunfälle, die in dem Gesetz vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle erwähnt sind;

3° die Solidaritätsbeiträge zugunsten des Fonds für Berufskrankheiten, die in den am 3. Juni 1970 koordinierten Gesetzen über die Entschädigung der durch Berufskrankheiten bedingten Schäden erwähnt sind;

4° die durch das Gesetz vom 30. März 1994 über soziale Bestimmungen eingeführten Sonderbeiträge.»

Art. 6 - In Artikel 7 desselben Dekrets werden die Wörter «oder die von Eltern beschäftigt werden» durch «oder von Eltern» ersetzt.

Art. 7 - Artikel 11 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 8 - Artikel 12 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 12 - Das Forem zahlt die Entlohnung der im Rahmen des PRIME-Programms beschäftigten Arbeitnehmer, mit Ausnahme der ggf. durch den Arbeitgeber gewährten Lohnergänzungen. Der Arbeitgeber übermittelt dem Forem seine Leistungsaufstellung gemäß dem durch das Forem festgelegten Muster spätestens am 25. Tag des Monats, für den die Entlohnung zu gewähren ist. Der Arbeitgeber übermittelt dem Forem innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Ende des Monats, für den die Entlohnung zu gewähren ist, die berichtigte Leistungsaufstellung. Übermittelt er keinerlei Leistungsaufstellung, ist der Arbeitgeber der alleinige Schuldner der Entlohnungen und der damit verbundenen Sozialbeiträge.

Jedes Quartal fordert das Forem den Arbeitgeber auf, den in den Artikeln 6 und 17 oder den aufgrund von Artikel 7 des Dekrets vorgesehenen Beitrag für das vorangehende Quartal zu leisten.

Der Arbeitgeber zahlt dem Forem die geschuldeten Beträge im Laufe des Monats nach dem Tag der Zusendung der Rückzahlungsaufforderung zurück.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 1 April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*
Dokumente des Rats 491 (1998-1999) Nr. 1 und 2
Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom....
Diskussion - Abstimmung

VERTALING

N. 99 — 1187

[C - 99/27314]

1 APRIL 1999. — Decreet tot wijziging van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het decreet van 19 mei 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. De in dit decreet bedoelde betrekkingen zijn voorbehouden aan volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die voor elke weekdag werkloosheids- of wachttijduitkeringen genieten, en aan de met hen gelijkgestelde personen, met name :

1° de werklozen bedoeld in artikel 30, derde lid, 7°, en in artikel 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° de deeltijdse werklozen bedoeld in artikel 29 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

3° de werklozen die voorlopig werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

4° de werknemers die in een onderneming voor aangepast werk tewerkgesteld zijn en de werknemers die in dezelfde onderneming tewerkgesteld zijn overeenkomstig artikel 78 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

5° de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

6° de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

7° de werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die een door de « FOREm » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen) of het « A.W.I.P.H. » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) georganiseerde of erkende beroepsopleiding volgen;

9° de rechthebbenden op het bestaansminimum bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, alsook de werknemers tewerkgesteld in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

10° de rechthebbenden op sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum en ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister;

11° de werknemers tewerkgesteld in het derde arbeidscircuit;

12° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;

13° de werknemers tewerkgesteld als gesubsidieerde contractuelen;

14° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

15° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen;

16° de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

17° de werknemers tewerkgesteld in het kader van dit decreet.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt geëvalueerd op de dag voorafgaande aan die waarop het contract begint te lopen.

De Regering kan de categorieën van rechthebbenden en de met werkloosheidsperioden gelijkgestelde perioden uitbreiden of beperken. »

Art. 2. Opgeheven worden :

1. artikel *2bis* van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 mei 1994;

2. het besluit van de Waalse Regering van 1 september 1994 tot uitvoering van artikel *2bis* van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in het eerste lid bedoelde financiële tegemoetkoming kan verschillen naar gelang van de werkloosheidsduur van de tewerkgestelde werklozen. De Regering bepaalt het bedrag van die tegemoetkoming, alsook de werkloosheidsduur die er recht op geeft. Haar met redenen omklede beslissing moet uitsluitend rekening houden met de moeilijkheid om de betrokken werklozen te plaatsen. »

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De openbare centra voor maatschappelijk welzijn mogen volledig uitkeringsgerechtigde werklozen in dienst nemen die werkloosheids- of wachttijduitkeringen genieten, alsook de met hen gelijkgestelde personen bedoeld in artikel 2 als ze ter beschikking worden gesteld van de in artikel 7 bedoelde ouders. »

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de §§ 1 en 2 respectievelijk vervangen als volgt :

« § 1. Onder bezoldiging wordt verstaan :

1° de bezoldiging die ten minste gelijk is aan die van een ambtenaar van de Regeringsdiensten voor hetzelfde of een gelijkwaardig ambt op voorwaarde dat hij in het bezit is van het vereiste diploma, getuigschrift of attest, alsook de daaraan gekoppelde toelagen en loonsverhogingen, met uitzondering van de vergoedingen wegens verbreking van de arbeidsovereenkomst;

2° het vakantiegeld toegekend krachtens of ter uitvoering van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, of bij collectieve arbeidsovereenkomsten die in de Nationale Arbeidsraad gesloten zijn en bij koninklijk besluit verbindend zijn gemaakt, of bij andere collectieve arbeidsovereenkomsten die bij koninklijk besluit verbindend zijn gemaakt, ten belope van de voordelen bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomsten die in de Nationale Arbeidsraad gesloten zijn;

3° de tegemoetkoming in de kosten van openbaar vervoer, bepaald bij of krachtens de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van een werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden.

§ 2. Onder sociale bijdragen wordt verstaan :

1° de werkgeversbijdragen voor het geheel van de regelingen van sociale zekerheid bedoeld in artikel 5 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers en, in voorkomend geval, de werkgeversbijdragen verschuldigd krachtens de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden of krachtens de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij;

2° de verzekeringspremies en -bijdragen tegen de arbeidsongevallen bedoeld in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

3° de solidariteitsbijdragen in het Fonds voor beroepsziekten bedoeld in de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970;

4° de bijzondere bijdragen aan de sociale zekerheid bedoeld in de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen. »

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de woorden « of tewerkgesteld door » vervangen door de woorden « of van ».

Art. 7. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. De « FOREm » betaalt de bezoldiging van de werknemers die tewerkgesteld zijn in het kader van het « P.R.I.M.E. »-programma, met uitzondering van bijkomende bezoldigingen die eventueel worden toegekend door de werkgever. De werkgever bezorgt de « FOREm », uiterlijk de 25e dag van de maand waarvoor de bezoldiging verschuldigd is, een staat van de dienstverstrekingen, waarvan het model door de « FOREm » wordt bepaald. De werkgever bezorgt de « Forem » binnen vijftien dagen na afloop van de maand waarvoor de bezoldiging verschuldigd is, een rectificerende staat van de dienstverstrekingen. Bij gebrek hieraan is de werkgever de enige schuldenaar van de bezoldigingen en de desbetreffende sociale zekerheidsbijdragen.

De « FOREm » eist elk kwartaal van de werkgever dat hij de in de artikelen 6 en 17 bedoelde of krachtens artikel 7 van het decreet opgelegde bijdrage voor het vorige kwartaal betaalt.

De werkgever betaalt de verschuldigde bedragen terug aan de « FOREm » in de loop van de maand die volgt op de datum waarop de aanvraag om terugbetaling is verzonden. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

Nota

(1) *Zitting 1998-1999*
Stukken van de Raad 491 (1998-1999), nrs. 1 en 2
Volledig verslag, openbare vergadering van...
 Bespreking - Stemming.



F. 99 — 1188

[C - 99/27313]

**1^{er} AVRIL 1999. — Décret modifiant le décret du 11 juillet 1996
 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 6 du décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand est remplacé par le texte suivant :

« Art. 6. Les emplois visés par le présent décret ne peuvent être occupés que par les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine ou les personnes assimilées suivantes :

1° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les chômeurs à temps partiel visés à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les travailleurs occupés en entreprise de travail adapté et les travailleurs occupés dans ces mêmes entreprises conformément à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

5° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

6° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté du 25 novembre 1991 précité;

7° les chômeurs visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

8° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREm, par l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

9° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et les travailleurs occupés dans le cadre des articles 60, § 7 et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'aide sociale;

10° les bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers;

11° les travailleurs occupés dans le troisième circuit de travail;

12° les travailleurs occupés comme agent contractuel subventionné;

13° les travailleurs occupés dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets de d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

14° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

15° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

16° les travailleurs occupés conformément au décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

17° les travailleurs occupés dans le cadre du présent décret.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les catégories de bénéficiaires et les périodes assimilées à des périodes de chômage. »